

Dans le cadre de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP), certaines missions de l'ex-bureau des réseaux d'Information Scientifique et Technique (IST) du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (MESR) ont été confiées à l'ABES en 2010 incluant le pilotage de la politique nationale de rétroconversion. La conversion rétrospective des catalogues des bibliothèques universitaires a bénéficié d'un programme continu de la part du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Afin de poursuivre ce soutien aux établissements du réseau Sudoc, l'ABES souhaite élaborer un programme d'actions opérationnelles, qui sera intégré au projet d'établissement de l'ABES 2012-2015.

Le présent document constitue la synthèse de l'étude menée par le Bureau van Dijk Information Management à la demande de l'ABES dans l'objectif de dresser le bilan des différentes opérations de rétroconversion menées depuis 2000 dans le Sudoc, et de recenser les besoins futurs afin d'identifier les priorités et de préconiser les dispositifs et les processus à mettre en œuvre.

1. Bilan des opérations de rétroconversion effectuées de 2000 à 2010.

Le bilan des opérations de rétroconversion a été effectué à partir des données transmises par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche et par l'ABES, et recueillies lors d'une enquête menée par questionnaire soumis aux 146 établissements membres du réseau du Sudoc et complétée par des entretiens avec 15 établissements.

Entre 2000 et 2010, les opérations de rétroconversion dans le Sudoc ont été effectuées selon plusieurs modes de financement : deux marchés nationaux, sous financements directs du MESR, et avec des financements propres des établissements. Dans le cadre des deux marchés nationaux, 93 opérations ont été réalisées représentant un total de 2,6 millions de notices rétroconverties pour un montant de 5 millions d'euros. Ainsi, 41 établissements et 20 PRES ont été bénéficiaires de ces deux marchés. En ce qui concerne les opérations menées sur financements directs du MESR, une estimation a été faite sur le bilan du MESR, arrêté en 2006, compte tenu de l'impossibilité de vérifier pour la période 2007-2009 la concordance entre les demandes de subvention, celles acceptées et rejetées.

Sur la base des informations transmises et des résultats de l'enquête, le tableau ci-après présente le bilan des opérations de rétroconversion menées de 2000 à 2010 dans le Sudoc:

Modalités	Montant en euros HT	Nombre d'établissements, d'opérations et de notices	Caractéristiques du cadre opérationnel
Marché national 2001-2004 (Pritec)	2,669 millions € 2,27 € / notice	24 établissements 46 opérations 1,174 million de notices # 23 600 notices / opérations	Création : 40% Saisie dans la base du titulaire et double chargement (dans le Sudoc et le SIGB de l'établissement)
Marché national 2005-2009 (Jouve)	2,397 millions € 1,66 € / notice	30 établissements 47 opérations 1,444 million de notices # 29 400 notices / opérations	Création : 24% Saisie en ligne dans le Sudoc, Chargement automatique dans le SIGB de l'établissement
Financements directs aux établissements (2000-2006)	2,1 millions € 1,40 € / notice [# 2 €]	23 établissements 27 opérations 1,494 million de notices # 55 333 notices / opération	Externalisation ou internalisation Estimation pratiquée par le MESR : 2 euros Subvention accordée : 50% de la demande
Financements propres des établissements (2000-2010) *	4,560 millions € (estimation minimum) 2,76 € /notice	28 établissements 71 opérations 1,652 million de notices # 23 267 notices / opération	10 Établissements ont renseigné le montant des financements: 2 078 703€ pour 754 112 notices

* Données issues de l'enquête menée auprès des établissements membres du réseau du Sudoc

2. Les opérations futures de rétroconversion dans le Sudoc.

Dans le cadre de l'enquête, 32 établissements ont exprimé le besoin d'entreprendre des rétroconversions. Ce qui représente un total de 85 opérations et un volume estimé de 2,827 millions de notices.

Des demandes portant sur 32 opérations de catalogage rétrospectif (1,807 million de notices) et sur 12 opérations de rétroconversion à mener livre en main (environ 200 000 notices) ont également été déclarées.

Compte tenu du taux de retour (34%) des questionnaires, les besoins exprimés doivent être considérés comme a minima.

Environ 40% des 85 opérations futures de rétroconversion déclarées concernent des fonds avec une nature unique de documents (monographies, thèses ou périodiques) en caractères latins. 60% des opérations concernent des fonds avec une nature mixte de documents. Environ 50% des 85 opérations comprennent des notices de documents issus du 19^e siècle ou antérieur. Enfin, la langue principale des fonds concernés est majoritairement le français (89% des fonds). Les autres langues européennes sont représentées pour 5% et les langues non latines pour 6% du total. Concernant les coûts globaux de ces opérations, 11 établissements ont estimé les coûts de 13 opérations (2 251K€ pour 766 714 notices, soit près de 3€ / notice).

3. Critères de choix pour les opérations futures de rétroconversion dans le Sudoc.

- Critères de choix pour sélectionner une opération de rétroconversion:

Les critères à prendre en compte sont essentiellement : la rareté, la valeur patrimoniale du fonds, les collections complètes et uniques qui sont à préserver dans leur ensemble, les langues dites rares qui sont présentes dans les notices susceptibles d'être rétroconverties, les volumes de notices à rétroconvertir et la qualité typographique des notices, les compétences présentes au sein des établissements pour suivre la rétroconversion, l'état de préparation des fiches pour le lancement des opérations de rétroconversion, et les projets de numérisation des collections.

- Critères prioritaires pour un marché national:

Il s'agit notamment de sélectionner de préférence des opérations :

- Sur des fonds communs avec des notices simples, lisibles et complètes sans traitements particuliers et ne présentant pas de caractères spéciaux (caractères latins exclusivement),
- Avec des volumes de notices à rétroconvertir suffisamment importants pour organiser des lots conséquents de notices.

La lisibilité des fiches et leur préparation sont essentielles pour garantir un traitement sans rupture hors site par le prestataire (saisie simple sans questionnement) avec un niveau de qualité acceptable.

- Critères prioritaires pour un financement direct:

Les opérations de rétroconversion menées dans le cadre de financements directs peuvent concerner des fonds plus spécifiques que dans le cadre des marchés nationaux, avec la possibilité de mener l'opération sur site, que ce soit par le personnel de la bibliothèque, par des vacataires ou un prestataire qui possède les compétences requises pour mener l'opération. Sont davantage concernées les notices de fonds très spécialisés ou en langues étrangères rares (notamment en cyrillique), et pouvant nécessiter un recours au document primaire. Il faut ainsi distinguer :

- Les rétroconversions sur site plus enclines à concerner des fonds anciens (des monographies notamment) ou spécifiques (telles que des cartes ou des images, ou des langues rares), et pouvant nécessiter le recours au document primaire (pour les traitements plus complexes) voire impliquer des rétroconversions conduites intégralement livre en main (signalement approximatif avec des fiches incomplètes ou de mauvaise qualité, existence de traitements documentaires menés sur site parallèlement à l'opération de rétroconversion tels que le tri,
- le désherbage, des changements de cotation, ou un récolement...),
- Les rétroconversions hors site retenues pour des opérations sur des fonds ne nécessitant pas un recours au document primaire.

4. Scénarios et modalités de mise en œuvre (marché national, financements directs).

- **Propositions pour un marché national:**

Aux vues des critères de choix retenus et des candidats identifiés lors de l'enquête, des opportunités existent pour la mise en place d'un 3^e marché national sous réserve que les opérations concernent des fonds d'intérêt général (non spécifiques) avec des notices en caractères latins, simples, complètes et lisibles mais également déjà préparées permettant rapidement un traitement de masse hors site.

Avantages: cadre national avec une organisation centralisée, un seul cahier des charges, traitement de masse, rapide, avec peu d'erreurs sur les notices simples.

Inconvénients: rigidité de l'organisation, lourdeur de la préparation assez minutieuse des lots, traitement souvent moins efficace des créations (plus d'erreurs sont constatées notamment sur des notices complexes).

Périmètre: fonds avec une nature unique de documents (monographies le plus souvent), langues latines, fiches lisibles

Volume estimé: a minima 1.000.000 de notices

Durée/Calendrier: 4 ans

Coût estimé d'une notice rétroconvertie par le titulaire: 2 € HT

Budget / financement: 2.000.000€ HT soit 500.000€ HT / an

Charges de travail au sein de la bibliothèque: 1 ETP pour la préparation et le suivi de 10 000 à 20 000 notices rétroconverties en moyenne par an par le titulaire (variation en fonction des opérations effectuées).

Modalités: un prestataire hors site (appel d'offre européen)

Outils: un comité de pilotage, une cellule de coordination **Candidats:** d'après les retours de l'enquête, à minima 19 opérations de rétroconversion associées à des notices simples concernant des fonds communs en caractères latins (871 620 notices) avec 12 établissements

- **Propositions pour un financement direct:**

Plusieurs opérations futures de rétroconversion concernent également des fonds spécifiques qui peuvent nécessiter un traitement plus complexe sur les notices. Ce type d'opération peut ainsi inciter à une intervention sur site, conduite par un prestataire, le personnel de la bibliothèque ou des vacataires. Compte tenu de la diversité des opérations futures déclarées, plusieurs solutions sont envisageables pour les financements directs :

- *Appels à projets lancés par l'ABES*

Il s'agit d'envisager des appels à projets ciblant des priorités identifiées dans le cadre des opérations futures de rétroconversion (nature de documents, ancienneté, fonds spécifiques associés à des langues en caractères non latins) et/ou pouvant être liés en parallèle avec d'autres projets. Les appels à projets pourraient également être lancés sur des thématiques, par exemple : langues latines, langues non latines, fonds anciens, fonds d'images, fonds associés à des événements (date anniversaire type guerre 1914-1918, projets de recherche en cours...).

Avantages: possibilité de cofinancement des projets avec les établissements, les collectivités ou des partenaires privés telles que des fondations ou des associations, souplesse de la gestion et de la planification avec un cadre mixte qui s'appuie sur une organisation centralisée mais plus flexible et rapprochée des besoins des bibliothèques que dans le cadre d'un marché national (avec un cahier des charges par opération).

Inconvénients: suivi plus personnalisé des opérations notamment s'il existe plusieurs appels à projets avec des opérations moins homogènes que dans le cadre d'un marché national.

Périmètre : fonds communs ou complexes qui peuvent être rassemblés dans une thématique de projet
Volume estimé: opérations avec des volumes relativement importants (plusieurs milliers de notices) selon les priorités définies par l'appel à projet, avec au moins 10 projets par appel
Durée/Calendrier: 1-2 ans
Coût estimé d'une notice rétroconvertie: 4 € HT
Budget / financement: financement partiel par l'ABES des projets retenus
Charges de travail au sein de la bibliothèque: 1 ETP pour la rétroconversion de 11 000 notices en moyenne par an (quand réalisée en interne), 1 ETP pour le suivi de 40 000 notices rétroconverties en moyenne par an par le prestataire (quand externalisation).
Modalités : au choix de l'établissement : appel à prestataire / vacataire
Outils: un comité de pilotage, une cellule d'accompagnement
Candidats: d'après les retours de l'enquête, par exemple des appels à projets sur des fonds anciens (7 opérations de rétroconversion associées à des notices concernant des fonds anciens, 238 000 notices), sur des documents iconographiques (9 opérations de rétroconversion associées à des notices concernant des fonds avec des documents iconographiques et audiovisuels, 80 500 notices).

- *Rétribution pour action spécifique de rétroconversion (financement du projet à hauteur de 50%)*

Il s'agit d'envisager des financements directs par rétribution pour des besoins de rétroconversion concernant des opérations spécifiques à une bibliothèque et non rapprochables d'autres opérations (traitement d'un fonds ancien particulier, traitement d'un fonds dans une langue rare, traitement livre en main, rétroconversion liée à un récolement...).

Avantages: cadre bilatéral favorisant une approche individualisée par bibliothèque (avec un cahier des charges par opération).

Inconvénients: gestion de plusieurs demandes de manière asynchrone.

Périmètre: fonds complexes, anciens etc...
Volume estimé: opérations avec des volumes peu importants et/ou qui ne peuvent pas être prises en compte dans le cadre des appels à projets ou du marché national
Durée/Calendrier: sur année budgétaire, financements reconductibles
Coût estimé d'une notice rétroconvertie: 4 € HT
Budget / financement: financement partiel par l'ABES des projets retenus
Charges de travail au sein de la bibliothèque: 1 ETP pour la rétroconversion de 11 000 notices en moyenne par an (quand réalisée en interne), 1 ETP pour le suivi de 40 000 notices rétroconverties en moyenne par an par le prestataire (quand externalisation)
Modalités: au choix de l'établissement appel à prestataire / vacataire
Outils: un comité de pilotage, une cellule d'accompagnement
Candidats: d'après les retours de l'enquête, à minima 9 opérations associées à des notices complexes de documents en langues non européennes (145 920 notices), 7 opérations de rétroconversion associées à des notices concernant des fonds anciens (238 000 notices), 5 opérations de rétroconversion d'au moins 10 000 fiches nécessitant un traitement livre en main (180 000 notices), 13 opérations de catalogage rétrospectif d'au moins 10000 documents (1 514 500 notices), les opérations de rétroconversion en lien avec la numérisation des fonds (volumétrie non renseignée)

Quelle que soit la méthode retenue (marché national, financements directs), il émergera des besoins spécifiques, que l'ABES devra assurer seule (coordination, suivi des opérations) ou en partenariat (formation des bibliothèques, en lien avec les organismes de formations).